1er-15 FEVRIER 1976 BIMENSUEL 28e Année (Nouvelle Série). — N° 566

EST & OUEST

BULLETIN BI-MENSUEL D'ETUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

REDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — 75008 PARIS
Téléphone : EURope 47-08

SOMMAIRE

BRANKO LAZITCH. — L'évolution des rapports des partis communistes avec Moscou 1

A propos de la dictature du prolétariat : M. Marchais l'avait déjà dit 3

CLAUDE HARMEL. — Le fonctionnement « démocratique » du Parti communiste français. — I. - Discussions et élection des organes dirigeants 4

JEAN MALARA. — En Pologne : autour du Congrès 11

Document. — Cinquante neuf intellectuels polonais réclament la reconnaissance des libertés élémentaires 15

J.-P. ANGELELLI. — L'histoire de l'U.R.S.S. (1917-1968) dans les manuels de la classe de Troisième : I. - De 1917 à 1939 (suite. La politique extérieure de l'U.R.S.S.). II. - L'U.R.S.S. de 1939 à 1968 (l'U.R.S.S. dans la seconde guerre mondiale — L'U.R.S.S. de 1945 à 1968) 17

Bibliographie. — Jürgen Thorwald : « *L'illusion. Les soldats de l'Armée Rouge dans les troupes d'Hitler* » (G. Albertini) 20

L'évolution des rapports des partis communistes avec Moscou

LE 23 janvier, des dépêches d'agences signalaient que le M.P.L.A. (pro-soviétique) marquait des points en Angola et que la commission, réunie une fois de plus à Berlin-Est en vue de préparer la conférence européenne des « partis frères », marquait le pas. Ces deux nouvelles résumaient deux aspects principaux de la politique internationale de Moscou : expansion dans le monde « capitaliste », essentiellement par les moyens diplomatiques et militaires et difficultés, de caractère politique, à l'intérieur du mouvement communiste international.

Selon l'ABC du marxisme-léninisme, le processus historique révolutionnaire qui fait basculer les pays du camp « socialiste » dans la « famille socialiste » a pour moteur trois forces décisives : le bloc des pays communistes, le mouvement communiste international et le mouvement de libération national dans le tiers monde. Cependant, il existe simultanément un autre processus, dont les Soviétiques ne parlent presque jamais parce qu'il leur est désagréable et dont les Occidentaux hélas ! profitent peu : une opposition encore voilée le plus souvent, mais croissante à la domination de Moscou de la part des pays communistes et des partis communistes auxquels se joignent parfois des pays du tiers monde.

Ce processus s'est manifesté d'abord dans la « famille des pays socialistes ». Tant que la Russie soviétique était l'unique pays communiste, il ne pouvait pas exister, sous Staline, de communisme national. Mais dès le moment où une chaîne de pays communistes surgit en Europe centrale et orientale, la situation devint « objectivement » très différente. En l'espace de vingt ans (1948-1968) presque tous

les pays communistes ont vu se poser d'une manière cruciale le problème de leurs rapports avec Moscou. Sous Staline, l'affaire yougoslave fut un cas isolé, mais le problème devint général après la disparition de Staline. Le calendrier, trop oublié, est très chargé : Allemane orientale en 1953, Pologne et Hongrie en 1956, Albanie en 1960, Roumanie vers 1963-64, Tchécoslovaquie en 1968 et même la Bulgarie où une tentative visant à détacher le pays de l'emprise soviétique fut étouffée dans l'œuf. A l'Extrême-Orient, le même phénomène se produisit avec la Chine (1958-1960) qui rompit avec le bloc soviétique, après quoi la Corée du nord et le Vietnam du nord se mirent à osciller entre les deux grandes puissances communistes. Le même problème s'est posé à Fidel Castro mais le chef communiste cubain accomplit un itinéraire inverse. Les autres pays communistes commencèrent par être étroitement liés à Moscou avant d'essayer l'inverse. Il critiqua fortement l'attitude soviétique dans la crise de 1962 et écarta du parti Anibal Escalante, homme de Moscou Il a évolué de telle sorte que Cuba fut le premier pays communiste à approuver l'intervention du Pacte de Varsovie contre la Tchécoslovaquie et il est devenu le fer de lance de l'expansion soviétique, hier au Congo, aujourd'hui en Angola (peut-être au Sahara) et demain qui sait où.

L'ABC du marxisme-léninisme n'avait pas prévu ce processus de dissidence à l'intérieur de la « famille socialiste » et les dirigeants soviétiques ne pêchent pas par excès d'imagination. Aussi ont-ils mis en œuvre pour reprendre le plein contrôle des partis frères deux vieilles recettes : soit, grâce à un travail fractionnel, renverser et remplacer le numéro un du parti récalcitrant, soit grâce à une intervention armée ramener le pays dans le giron socialiste.

La première méthode était infaillible au temps de l'Internationale communiste quand la recette était appliquée à des « partis frères » faibles, parfois hors la loi. Elle s'est révélée inopérante dans les nouvelles conditions historiques. C'est ainsi que le noyautage du P.C. en Yougoslavie contre Tito (en 1947-1948), en Albanie contre Enver Hodja (en 1960), probablement en Roumanie contre G. Dej et en Chine contre Mao, ne donna pas le résultat escompté. Par contre, l'intervention militaire en Allemagne orientale, en Hongrie et en Tchécoslovaquie donna des résultats excellents du point de vue soviétique.

Ce processus d'émancipation vis-à-vis de Moscou a pris naissance d'abord dans les pays communistes pour les raisons évidentes : ces partis communistes disposaient de leur propre pouvoir, y compris la police et l'armée, et quelquefois même de l'appui de leur peuple ; les partis communistes du monde « capitaliste » opéraient dans des conditions tout autres, ce qui explique leur retard dans la voie de l'émancipation. Cette voie leur fut ouverte (ou entr'ouverte) en 1956, année du Rapport secret de Khrouchtchev, de la déstalinisation, de la Pologne et de la Hongrie. Elle le fut indirectement peut-être involontairement par Khrouchtchev lui-même quand il a admis la possibilité de tactiques différentes pour les partis communistes en fonction du pays où ils opéraient. Cependant il fallait de la volonté pour s'engager dans cette direction. Les dirigeants du P.C. italien eurent cette volonté, non ceux du P.C. français pour citer d'abord les deux grands partis en Europe « capitaliste ». De même, cette volonté se manifesta dans le P.C. anglais, mais non dans le P.C. autrichien, pour citer cette fois deux « partis frères » de faible influence.

En 1968, lors de l'intervention armée contre la Tchécoslovaquie, l'opposition se manifesta plus fortement encore dans les partis communistes d'Europe occidentale, ce qui provoqua l'ingérence ouverte de Moscou dans les affaires intérieures de nombreux partis, avec des résultats très variables : le P.C. autrichien, au départ très mécontent de l'intervention en Tchécoslovaquie, fut « normalisé » à son tour ; le P.C. espagnol subit l'assaut de l'homme de Moscou, Enriquo Lister qui ne réussit ni a prendre la direction du P.C. ni à provoquer une importante scission ; le P.C. grec par contre se scinda complètement en deux partis communistes distincts et farouchement opposés.

A l'heure actuelle, la lutte fait rage entre les promoscovites et les « autonomistes » dans les trois partis scandinaves.

Dans le P.C. suédois, les minoritaires prosoviétiques disposent du seul quotidien communiste publié dans le pays et tiennent en mains la région du nord, mais ils sont relativement faibles dans le Bureau national. Le danger de scission se manifeste maintenant dans le groupe parlementaire communiste, fort de 19 députés. C'est lui qui assure la majorité au premier ministre socialiste Palme. Au cas où une scission du groupe parlementaire viendrait à se produire et même si deux ou trois députés seulement ralliaient le camp pro-soviétique, le maintien du gouvernement socialiste deviendrait difficile.

Dans le P.C. norvégien, au congrès de novembre, la tendance pro-soviétique a triomphé, obligeant le président du Parti à céder son poste à un pro-soviétique, à la grande satisfaction de la « Pravda ».

Enfin, en Finlande, la scission de fait du P.C. dure depuis plusieurs années (comme notre bulletin l'a décrit à maintes reprises), ce qui a amené le président du P.C. « libéral » Aarne Saarinen à déclarer récemment à la té-

lévision : « En fait, il existe chez nous déjà deux partis communistes distincts ».

Le P.C.F. ne pouvait-il rester indéfiniment à l'abri de ces tempêtes qui ont secoué le mouvement communiste depuis vingt ans ?

Au temps de Khrouchtchev, une première tentative fut faite pour déclencher un processus de déstalinisation interne du P.C.F., mais non de son émancipation par rapport à Moscou : Casanova et Servin crurent pouvoir compter sur le soutien de Moscou pour obliger le P.C.F. (c'est-à-dire Thorez) à s'engager sur cette voie, déjà empruntée par de nombreux autres partis, y compris celui de l'U.R.S.S. La tentative tourna court. La deuxième se situe sous le secrétariat de Waldeck Rochet, entre 1966, année où Aragon, avec l'approbation de Waldeck Rochet condamne le procès contre Siniavski-Daniel et 1968, Waldeck Rochet faisant condamner l'intervention soviétique du 21 août contre la Tchécoslovaquie. Cette fois il s'agissait autant d'émancipation à l'égard de Moscou de la libéralisation, mais Waldeck Rochet se trompait quand il croyait pouvoir compter sur l'ensemble de la direction dans cette opposition à Moscou. Lorsque, en novembre 1968, accompagné des pro-soviétiques Duclos et Kanapa, il se rendit à Moscou et dut approuver la « normalisation » : il mettait le doigt dans l'engrenage qui aboutit à son élimination et au réalignement du P.C.F. sur les positions soviétiques.

La troisième tentative, celle de Roger Garaudy, était dès le départ trop isolée et personnelle pour avoir la moindre chance de succès, mais elle posait également le problème de l'émancipation. Au 19e congrès du P.C.F. en février 1970, Etienne Fajon, l'un des porte-parole du camp soviétique tenait à le souligner : « *Garaudy nous somme de nous désolidariser du P.C.U.S. sous couleur de gagner la confiance de démocrates non communistes qui, moyennant ce désaveu, accepteraient de s'allier avec nous pour construire le socialisme en France. Répondre à une pareille invitation, par hypothèse absurde, reviendrait à couper le mouvement français de la force principale du socialisme mondial et à saper ainsi les possibilités de passage au socialisme dans notre pays* ».

Mais, comme disait Lénine, « les faits sont têtus » et le problème central des rapports entre le P.C.F. et Moscou, problème qui n'a pas cessé d'être actuel depuis le congrès de Tours en 1920 et la fondation du Parti pourrait fort bien être posé d'une manière ou d'une autre à l'occasion du prochain congrès du P.C.F., s'il ne l'est pas déjà dans les hautes sphères du parti.

Branko LAZITCH.

A propos de la dictature du prolétariat M. Marchais l'avait déjà dit

Quels que soient les effets escomptés sur l'opinion publique (aussi bien du côté de la majorité, notamment des gaullistes, que des socialistes), la déclaration de M. Marchais sur la dictature du prolétariat avait certainement pour objet de masquer, par une discussion factice, une discussion bien plus vive qui se déroule à l'intérieur de la direction du parti sur un sujet plus scabreux et dont on préfère ne pas débattre en public : celui des rapports avec l'U.R.S.S., plus exactement celui de l'attitude à observer publiquement à l'égard des aspects « négatifs » du régime soviétique. On a donné de l'actualité et du relief à un problème réglé depuis longtemps.

M. Marchais avait déjà dit que le parti ne se servait plus de l'expression « dictature du prolétariat », parce qu'elle ne répondait plus aux conditions présentes.

Il l'avait dit dans une conférence qu'il fit le 10 janvier 1975 à l'Ecole centrale du Parti et dont *France Nouvelle* a publié la première partie dans son numéro du 13-19 janvier 1975.

Voici le passage qui concerne la dictature du prolétariat. Nous lui avons conservé son sous-titre. On verra que si M. Marchais écarte la formule, il maintient toujours l'idée : les anciennes classes dirigeantes n'abandonneront pas spontanément leur pouvoir, il faudra sortir de la légalité et des règles de la démocratie pour leur faire lâcher prise.

LA QUESTION DU POUVOIR POLITIQUE

J'en viens maintenant à la question du pouvoir politique de la classe ouvrière et de ses alliés.

Aujourd'hui, la classe ouvrière est tenue à l'écart de la direction des affaires publiques. Elle est exclue du gouvernement et seule l'existence des députés et sénateurs communistes permet qu'il y ait des ouvriers au Parlement. Il en est ainsi le plus souvent à tous les niveaux de la vie nationale. Les ouvriers sont aussi victimes de la ségrégation scolaire.

Cet état de fait cause un immense préjudice à la nation. Car la classe ouvrière est porteuse d'un énorme potentiel de dévouement au bien public, de dynamisme et d'intelligence créatrice. Elle est à notre époque la force motrice du progrès. Il ne peut y avoir aujourd'hui d'essor national réel, de solution des grands problèmes sans que soit accordée à la classe ouvrière la part des responsabilités qui lui revient.

Le socialisme se fixe précisément pour objectif un tel épanouissement national et social. Il a de plus pour but la réalisation d'une démocratie infiniment supérieure à toutes les démocraties antérieures.

Une telle tâche exige l'installation de la classe ouvrière, en alliance avec les autres travailleurs, à la direction des affaires du pays. Cette exigence est d'autant plus impérieuse que la classe ouvrière au pouvoir — en raison de sa détermination, de sa capacité d'organisation, de son expérience des luttes — est seule en mesure de faire échec aux tentatives éventuelles de la classe exploiteuse de reconquérir ses privilèges par la subversion et la violence.

Animer la construction de la démocratie économique et sociale nouvelle et s'opposer à ces tentatives des anciennes classes exploiteuses, telle est la double tâche que les fondateurs du marxisme ont assignée à un pouvoir politique qu'ils ont qualifié de « dictature de prolétariat ».

Nos adversaires utilisent aujourd'hui contre nous cette expression. Mais dans l'esprit des théoriciens du socialisme scientifique, elle exprimait tout simplement la nécessité de la direction temporaire du pouvoir par la classe ouvrière afin de conduire la réalisation de cette double tâche dont je viens de parler.

Cette nécessité reste d'actualité dans notre pays. Mais nous n'utilisons plus l'expression de dictature du prolétariat car le mot dictature s'est aujourd'hui chargé d'une signification historique qui n'a rien à voir avec la tâche à accomplir. L'expression pourrait masquer ce que peut signifier dans les conditions actuelles de la France l'exercice du pouvoir par la classe ouvrière et ses alliés. Cela signifie tout simplement que le pouvoir deviendra effectivement celui de la grande majorité des Français, ce qui constituera d'emblée un progrès considérable de la démocratie. (G. Marchais dans *France nouvelle*, 13-19 janvier 1975).

Le fonctionnement " démocratique " du Parti communiste français

I. Discussions et élection des organes dirigeants

« La France démocratique et socialiste ne se construira pas sans la participation active et consciente du plus grand nombre. La vie du Parti n'échappe pas à cette nécessité. *Cela ne signifie pas qu'il faille, comme certains nous y invitent, organiser la vie du Parti comme nous préconisons d'organiser la vie politique dans une France socialiste.*

Non, cela signifie obtenir, sur la base du centralisme démocratique, une participation toujours meilleure de chacun des membres de l'organisation du Parti aux discussions, aux décisions ».

G. Marchais

(Discours de clôture au Comité central *l'Humanité*, 22-3-1974).

M. GEORGES MARCHAIS expliquait l'autre jour, c'était le 14 janvier 1976, au cours d'un déjeuner offert à près de deux cents journalistes (le plus riche parti de France peut se permettre de telles dépenses) que le Parti communiste fonctionnait selon les règles de la démocratie et qu'il était même, de ce point de vue, le plus démocratique de tous.

Son texte, tel que *l'Humanité* du lendemain l'a reproduit, vaut le commentaire et presque l'anthologie, car il est le modèle achevé de cet art qu'ont les communistes de présenter chaque chose sous un éclairage qui les fait apparaître autres qu'elles ne sont et telles qu'on souhaite les faire apercevoir, sans pourtant qu'il y ait formellement mensonge.

UN TEXTE D'ANTHOLOGIE

Le secrétaire général du Parti communiste avait pris prétexte du débat qui se déroulait (selon lui) dans le parti à l'occasion du prochain congrès (qui s'ouvrira le 4 février, quand paraîtra la première partie de cette étude) :

> « Dans aucun Parti, il n'y a un débat aussi démocratique que dans le nôtre. Les autres font surtout des débats pour la galerie. Les dirigeants du P.C.F. sont élus au suffrage direct et secret ».
>
> « Ce qui est vrai, c'est que le grand bouillonnement d'idées qui a lieu dans les cellules et les sections ne se retrouve pas au congrès. Nous souhaitons qu'il ait lieu. Je pense que ça se fera » *l'Humanité*, 15-1-1976).

(On trouvera la suite de ce texte dans la deuxième partie de cette étude, qui paraîtra dans le prochain numéro d'*Est et Ouest*.)

UNE MANŒUVRE DE DIVERSION

Laissons l'accusation lancée contre les autres partis. Son objet principal est sans doute d'empêcher qu'on applique au Parti commu-

niste une formule qui lui conviendrait bien mieux qu'à ceux que M. Marchais attaque. Au Parti socialiste, au P.S.U., au R.P.F., chez les Indépendants, on a vu les discussions internes aller jusqu'à la scission. Preuve qu'elles n'étaient pas feintes à l'usage de la galerie. Sans doute Roger Garaudy, Pierre Daix, pour ne citer qu'eux, ont eux aussi quitté leur parti, le Parti communiste, à la suite de désaccords avec lui, mais, dans ces deux cas, comme dans tous ceux qui ont précédé, il n'y a pas eu véritablement débats dans le parti : les hérétiques ont été mis en accusation, et, avant de les attaquer publiquement et de les « liquider », les dirigeants du parti avaient opéré de manière à les réduire à l'impuissance, c'est-à-dire à détacher de ceux qu'on allait abattre quiconque pensait comme eux, aurait pu les suivre si un vrai débat avait été ouvert. Ceci en application d'une formule fameuse : manœuvrer, isoler, « liquider ».

Ce n'est pas là, semble-t-il, la définition d'une discussion d'esprit libéral.

En vérité, s'il y a quelque part des « discussions pour la galerie », c'est d'abord dans le Parti communiste qu'il faut les chercher.

A. Une discussion dirigée

Il est vrai que *l'Humanité* et *France-Nouvelle* ont ouvert, selon la coutume, une « Tribune de discussion », et il est vrai aussi que les cellules du Parti, les sections, les fédérations ont été invitées à consacrer les premières des réunions, les autres des conférences à la discussion du document publié par le Comité central à cet effet, ainsi qu'à la désignation de représentants, les cellules pour la conférence de section, les conférences de section pour la conférence fédérale, les conférences fédérales pour le congrès.

Il est vrai aussi que des avis divergents se sont exprimés dans cette tribune de discussion, comme au cours des réunions et conférences susdites, les deux thèmes les plus débattus ayant été de savoir s'il fallait ou non renoncer au concept de la dictature du prolétariat et condamner, au-delà de la pornographie, un certain amoralisme en fait de sexualité.

Sous des apparences trompeuses (à la vérité à peine trompeuses), on a là le type même d'une discussion dirigée et qui ne risque pratiquement pas de sortir du cadre qui lui a été tracé et de dégénérer.

FAIRE PARLER LES MILITANTS

Il faut ici, pour ne pas faire d'erreur, se souvenir de ce qu'on pourrait appeler (on serait dans la note) l'aspect « dialectique » d'opérations de ce genre. Elles sont à la fois véridiques et mensongères, authentiques et falsifiées.

Dans une certaine mesure, ces discussions sont destinées à l'extérieur — à la galerie, pour parler comme M. Marchais —, les militants se prêtant pour une part à ce jeu pour le service du Parti. Osons dire que ce n'est là que l'accessoire, une utilisation secondaire d'une action dont l'objectif principal est tout différent.

Ces discussions ont pour objet de faire parler les militants, d'en faire parler le plus possible. Ils ont ainsi l'impression de participer à l'élaboration de la politique du parti et à la désignation des responsables. Les membres de l'appareil ne s'y trompent pas, mais les militants du rang croient effectivement qu'ils ont dans cette affaire un rôle autre que passif et, sérieux comme on les connaît, appliqués à suivre les directives d'en haut, c'est le plus sincèrement du monde qu'ils jouent pour la plus part les béni-oui-oui et qu'ils appuient les propositions qui viennent d'en haut, avec le sentiment que c'est là la substance même de leur pensée. N'oublions jamais que le Parti communiste fonctionne, en France, dans un pays démocratique, et que s'il dispose de certains moyens de coercition contre ses membres, ils ne sont quand même pas ceux d'un Etat, comme c'est le cas là où il est au pouvoir. Il doit donc recourir à d'autres méthodes pour s'attacher les militants de la base. La participation à la discussion ouverte à l'occasion des congrès du parti figure dans le lot.

SAVOIR CE QUE PENSENT LES MILITANTS

D'autre part — et c'est peut-être là le premier objectif, à la fois le plus important et le plus ancien — ces discussions sont destinées à écarter un des dangers les plus graves qui menacent un parti soumis à une discipline étroite. Sans ces discussions auxquelles les militants sont quasi contraints de prendre part, les dirigeants risqueraient fort d'ignorer sinon des déviations, du moins des menaces ou des possibilités de déviations. Il importe que ceux qui ne sont pas tout à fait d'accord avec la ligne du parti le fassent savoir. S'ils le cachent, on croira pouvoir faire fond sur eux, puis, un jour de crise, on s'apercevra, mais peut-être trop tard, que la base était ruineuse, sur laquelle on pensait s'appuyer.

« *Pas de mannequins dans le Parti* » ; il faut que « *les bouches s'ouvrent* ». Ces formules célèbres de Thorez sont de 1931, d'un temps donc où le Parti communiste ne jouait pas à la démocratie. Elles traduisaient un double souci : retenir les militants qui quittaient les cellules parce qu'ils avaient le sentiment, trop réel, qu'ils n'étaient là que pour recevoir et appliquer des directives ; savoir ce que pensait chacun, notamment dans les rangs intermédiaires de la hiérarchie, là où pourrait s'organiser un certain travail fractionnel, qui mettrait en péril l'unité du parti, la stabilité du groupe dirigeant.

La discussion n'est pas un moyen de donner le change sur la nature despotique du *centralisme démocratique* : elle en est un élément constitutif essentiel.

LIMITES DE LA DISCUSSION

Bien entendu, il ne s'agit pas de n'importe quelle discussion. Elle n'a pas lieu toujours ni n'importe quand. Le parti et ses organisations ne doivent pas se transformer en clubs de discussion. La direction du Parti fixe la date à laquelle s'ouvre la discussion, celle à laquelle elle prend fin. Une fois close, chaque militant devra attendre la prochaine période de discussion — dans deux ans ou dans trois — pour donner son avis sur la politique générale du Parti.

D'autre part, on ne discute pas de tout, on discute sur les thèmes qui sont mis en discussion. Et, certes, les projets de résolution soumis à la discussion du Parti à l'occasion de ses congrès nationaux abordent une telle quantité de sujets qu'on pourrait croire qu'aucun n'a été omis, sauf par oubli involontaire. L'expérience prouve qu'il y a là un moyen efficace de canaliser la discussion.

On le voit bien à l'interdiction qui est faite à tout militant de proposer à la discussion des thèses différentes de celles qu'a formulées la direction du Parti. Bien entendu, il ne serait pas admis que plusieurs militants se réunisssent pour élaborer des « contre-thèses ». Ce faisant, ils se livreraient à un « travail fractionnel », ils constitueraient une tendance, crime majeur aux yeux de tout bon léniniste. (La partie du texte de M. Marchais, dont nous réservons l'analyse à une autre étude, a justement pour objet de justifier l'interdiction des tendances au sein d'un Parti communiste.) Un militant isolé est rarement de taille à présenter ses propres thèses, et cela constitue déjà un obstacle généralement insuffisant. Ce fut toutefois le cas de Roger Garaudy avant le congrès de 1970, mais la direction du Parti empêcha que son texte fût publié avant le sien, afin que la discussion ne prît pas pour base des positions oppositionnelles, mais celles du groupe dirigeant. (1)

Il arrive qu'entre la rédaction du document qui doit servir de base à la discussion et le congrès, des événements mettent à l'ordre du jour tel problème dont il n'était pas question dans le document. Alors, au cours de la discussion, ce problème est introduit dans le débat. L'analyse prouve à chaque fois que la direction du Parti intervient pour qu'il soit posé, soit qu'elle se saisisse de l'intervention spontanée d'un militant, qu'elle monte alors en épingle au lieu de la passer sous silence (on reçoit tant d'articles qu'il faut en éliminer la plupart), soit en le faisant poser par un membre du Comité central ou un autre membre de l'appareil dans sa cellule.

La présente affaire de la « dictature du prolétariat » corrobore cette analyse. A supposer même que le Comité central n'ait été pour rien dans, si l'on ose dire, l'exhumation de ce thème, il est clair qu'en intervenant comme il l'a fait dans la discussion, par une déclaration publique longuement préparée, M. Marchais a défini la position du Parti et, du même coup, figé la discussion.

> [Il semble qu'il y ait plus de spontanéité dans les critiques apportées au passage du projet de résolution où il est fait allusion, pour les condamner, à « *l'immoralité* » et à « *l'étalage de la perversion* ». La présence dans les cellules du Parti d'un nombre plus grand de jeunes ayant reçu une formation de type universitaire et d'universitaires explique ce fait insolite.
>
> Au demeurant, cette discussion masque — mais on pourrait dire qu'elle contribue à le dévoiler en le masquant — *le conflit à la fois de personnes et de tactique qui, latent depuis longtemps au Bureau politique — ce qui est parfaitement normal — s'est exaspéré depuis la mort de Duclos (et de Frachon) qui a privé les partisans d'une politique « dure » d'un soutien capital dans leur lutte contre ceux qui proposent une politique à l'italienne,*].

---

(1) Lors de la préparation du 19e congrès du Parti communiste, qui se tint en février 1970, Roger Garaudy envoya à Waldeck Rochet, en lui demandant qu'elles soient publiées, deux lettres successives, en septembre et novembre 1969. Le Bureau politique et le Comité central décidèrent de ne pas les publier.

Voici la raison donnée :

« *Au moment où le Comité central décidait la convocation du Congrès et élaborait collectivement son projet de thèses, une telle publication aurait abouti en effet à ouvrir la discussion sur la base de la plate-forme que Garaudy expose aujourd'hui et non sur la base du projet de thèses que le Comité central a soumis, conformément aux principes, aux délibérations de tous les militants et organisations du Parti* » (*l'Humanité*, 2-1-1976).

Il faut que militants et organisations connaissent d'abord les propositions de la direction pour pouvoir se prononcer en connaissance de cause, et ne pas se ranger dans l'opposition sans le vouloir.

L'ÉCRÉMAGE

Enfin, il faut rappeler que les produits de la discussion (si l'on peut ainsi parler), les amendements proposés par les militants du rang sont soumis à deux et même trois « écrémages » successifs avant de parvenir à la commission politique du Congrès.

En effet, la cellule ne transmet pas tous les amendements proposés à la conférence de section, mais seulement ceux qu'elle a retenus. De même la conférence de section procède à une sélection, et, à son tour, la conférence fédérale ne retient qu'une partie de ce que les sections proposent. Et cette conférence générale est présidée ou se tient en présence d'un membre du Comité central.

Enfin, mais c'est là peut-être que le prochain congrès va présenter une certaine nouveauté, les amendements transmis par les conférences fédérales (soit 294 au XXe Congrès, en janvier 1973) ne sont ni soumis au congrès, ni repris par les congressistes dans leurs interventions à la tribune du Congrès. Ils sont examinés dans une commission spéciale, dite, au dernier congrès, « *commission de la résolution générale* ». Cette commission en retient un certain nombre, presque toujours sans importance, des nuances de style, des oublis réparés, etc. Le rapporteur, un membre du Bureau politique, fait allusion très succinctement à certaines de ces modifications (elles étaient au nombre de 55 lors du dernier congrès) dans son rapport devant le congrès.

Après quoi, le texte est adopté à main levée. *Nul n'a le droit (il n'est pas stipulé dans les statuts et il n'est pas toléré dans la pratique) de reprendre un amendement repoussé par la commission, de le défendre devant le congrès après l'intervention du rapporteur et de demander qu'il soit l'objet d'un vote particulier.*

C'est là, on en conviendra, une très sévère restriction à la démocratie.

Y AURA-T-IL UN CHANGEMENT ?

Va-t-on introduire sur ce point au moins une apparence de concession aux règles démocratiques ? M. Marchais, on l'a vu, a souhaité que « *le grand bouillonnement d'idées* » (un bouillonnement très bien canalisé) « *qui a lieu dans les cellules et les sections* » se retrouve au congrès, ce qui n'a pas été le cas jusqu'ici. Est-ce que cela veut dire que les congressistes pourront défendre des points de vue différents de ceux qu'a proposés la direction du Parti ? S'en tiendra-t-on à un débat académique sur la dictature du prolétariat ? Ira-t-on jusqu'à procéder à un vote de la résolution générale au scrutin secret ? Permettra-t-on la défense à la tribune d'amendements non acceptés par la commission ?

Il y a bien des étapes à franchir avant d'en venir à la démocratie simple et franche. M. Marchais a dit qu'il pensait que quelque chose se ferait en ce sens. On saura d'ici peu non s'il a été bon prophète, mais s'il a tenu parole.

B. Un scrutin direct, secret... et dirigé

Même quand la discussion est officiellement ouverte dans le Parti communiste, on est loin d'y voir « *le bouillonnement d'idées* » dont parlait M. Marchais. De même, il a abusé de la crédulité ou de la politesse de son auditoire en lui affirmant que les membres du Comité central sont élus au scrutin direct et secret.

Secret, oui. En 1964, remaniant ses statuts quelques mois avant la mort de Thorez, le Parti y avait introduit le vote *à bulletin secret* pour l'élection des organes directeurs à tous les niveaux du Parti, précision qui ne figurait pas dans la version antérieure, rédigée en 1945, mais qu'on trouvait dans les statuts du Parti communiste de l'Union soviétique depuis leur remaniement de 1952.

Direct, c'est à voir. Les deux articles qui définissent les modalités des électeurs au sein du Parti sont ainsi conçus :

> Art. 43. — A tous les échelons, les organisations du Parti ont le droit de proposer des candidats pour l'organisme dirigeant de l'échelon supérieur (l'assemblée de cellule pour le comité de section, la conférence de section pour le comité fédéral, la conférence fédérale pour le comité central). Ces candidats s'ajoutent à ceux *proposés par les directions sortantes* : comité de section, comité fédéral, comité central.
>
> Art. 44. — Toutes ces candidatures sont *examinées par une commission élue à cet effet* par la conférence de section, la conférence fédérale ou le congrès national du Parti. La commission des candidatures propose les candidats les plus aptes à assurer une bonne direction *en nombre égal au nombre de membres du comité* de section, du comité fédéral, du comité central à élire. Elle rend compte des raisons de ce choix devant la conférence ou le congrès *qui en discute*. L'élection a lieu *à bulletin secret*. Tous les candidats obtenant plus de la moitié des voix sont déclarés élus ».

LE VOTE SECRET

Commençons par rendre hommage à M. Marchais. Au Congrès de 1964, à qui la direction fit ratifier la réforme des statuts, ce fut lui qui fut le porte-parole du Comité central,

c'est-à-dire de la direction du Parti. Les propos fort peu démocratiques qu'il tint à cette occasion n'étaient donc pas de son cru. Comme on les cite — et on le fera ci-dessous abondamment — lorsqu'ils sont caractéristiques d'un mépris complet de l'esprit de la démocratie, citons-les aussi quand ils pourraient lui servir à se présenter en serviteur de la démocratie.

Il eut, en effet, à défendre la décision prise par la direction de faire élire désormais « *au vote secret, les comités de section, les comités fédéraux, le Comité central* ». Tous les militants n'approuvaient par cette innovation. Il écarta les objections en ces termes :

> « Pourquoi le faire maintenant — alors Parti, la maturité croissante de ses militants et organisations permettent aujourd'hui d'envisager ce système d'élection sans changé et que l'expérience acquise par le que nous y étions opposés jusqu'à présent ? Tout simplement, parce que la situation a aucune réserve »

(La suite montrera que ce « sans aucune réserve » est d'une grande intrépidité).

> « Ces conditions [expérience et maturité] étaient nécessaires, car nous ne devons jamais oublier que nous vivons et que le Parti lutte dans le cadre du régime capitaliste. De plus, ceux qui menèrent campagne en faveur du vote secret dans la période qui a suivi la dénonciation du culte de la personnalité en Union soviétique n'étaient pas animés d'intentions pures. L'expérience l'a d'ailleurs montré pour la plupart d'entre eux. Nous avons donc eu raison de faire front et de les battre dans leurs tentatives opportunistes et révisionnistes. C'était cela le fond de leur proposition ».

Beauté de la dialectique. Quand, en 1956, Claude Morgan et quelques autres proposaient l'instauration de la pratique du scrutin secret dans le Parti communiste, ils cherchaient à saper le Parti en feignant de proposer un accroissement de la démocratie intérieure. Leurs propositions étaient donc mauvaises, non en elles-mêmes, mais du fait de leurs défenseurs.

Maintenant que ces « méchants » étaient exclus ou sortis du Parti, la direction pouvait reprendre leurs propositions à son compte, et c'est ce qu'elle faitsait.

M. Marchais poursuivait en effet :

> « Aujourd'hui, c'est la direction du Parti, les conditions existant, qui estime nécessaire d'utiliser ce système d'élection parce qu'il aidera à développer la démocratie prolétarienne dans la vie du Parti et élévera la responsabilité des dirigeants et des directions élues » *(Cahiers du communisme,* juin-juillet 1964, pp. 321-322).

L'argumentation est au-dessous du médiocre et relève de l'affirmation gratuite, mais c'est l'habitude. Ce qu'il faut noter, c'est que la démocratisation ne fut pas une exigence de la base (dans leur immence majorité, les militants ne réclament rien de tel). Dans son rapport au Congrès de 1964, M. Marchais signalait que « beaucoup de questions » avaient été posées sur cette pratique du scrutin secret, et que des camarades avaient fait observer que « *le vote à main levée était plus démocratique et surtout plus révolutionnare, parce que les délégués votaient ouvertement* » — preuve que le sentiment de la base est fort différent de ce qu'imaginent certains commentateurs. M. Marchais, d'ailleurs, en avait convenu :

> « Certes », avait-il dit « le vote à main levée est très démocratique. Nous l'avons utilisé et nous continuerons à l'utiliser. On ne va pas maintenant à tout propos voter à bulletin secret. *Et surtout pas pour l'adoption d'un rapport — d'une résolution d'orientation politique,* et y compris quand il s'agit de sanctions à l'égard de militants indisciplinés » *(o. c.* p. 323).

Ce dernier détail est particulièrement significatif !

Mais la direction avait pris sa décision. La base ne demandait rien. C'était bien la preuve qu'elle avait atteint une maturité politique suffisante. On lui octroya donc le scrutin secret d'en haut, un peu de la même façon que ce fut sur le conseil de Staline que le Parti communiste français devint patriote et se fit le champion — « intransigeant » — de l'indépendance nationale.

Patriote par ordre de l'étranger.

Démocrate par ordre du pouvoir.

Pierre le Grand — il est vrai — donnait des coups de bâton à ses boyards pour leur apprendre à être des hommes libres.

Mais c'est là du patriotisme et de la démocratie de chien savant.

UN VOTE A PLUSIEURS DEGRÉS

M. Marchais a donc pu, à bon droit, parler de scrutin *secret,* et, comme il n'a évoqué que l'élection des dirigeants, et non le vote de la résolution générale, il est resté dans le vrai, sinon quant à l'esprit, du moins quant à la lettre.

Au contraire, il n'a pas respecté tout à fait la lettre quand il a parlé de scrutin *direct.*

D'abord, mais c'est ici la moindre critique, il aurait dû préciser que c'est *le congrès qui élit le Comité central, et non le Parti,* comme le voudrait l'expression même de scrutin direct. Sans doute l'élection des organes directeurs d'un parti par son congrès est-elle une

pratique courante, mais, puisque les communistes se prétendent plus démocrates que qui que ce soit, on est en droit de leur demander pourquoi ils n'imitent pas le Syndicat national des instituteurs (S.N.I.) dont les dirigeants sont élus par l'ensemble des adhérents, au moyen d'un vote par correspondance. Ajoutons que les vrais dirigeants du Parti sont les membres du Bureau politique et du secrétariat, lesquels ne sont pas élus par le congrès, mais par le Comité central qui, il est vrai, les choisit dans son sein — ce qui fait qu'ils sont des élus du congrès, mais comme membres du Comité central et non comme dirigeants suprêmes du Parti.

Ce n'est là toutefois que peccadille. L'abus que commet M. Marchais, c'est de parler de scrutin direct quand les électeurs (ici les congressistes) se trouvent en présence d'une liste unique de candidats, dressée en dehors d'eux par une commission théoriquement désignée par eux et travaillant sur un ensemble de candidats présentés par les conférences fédérales. Les candidats sont donc d'abord élus par les conférences fédérales, pour ne pas remonter plus haut, puis par une commission des candidatures désignée par le congrès — qui ne l'élit même pas au scrutin secret. Les congressistes n'ont donc plus qu'à ratifier le choix fait par la commission des candidatures. Le scrutin auquel procède le congrès est peut-être direct quant à la lettre. Il ne l'est certainement pas quant à l'esprit.

UNE LISTE UNIQUE

On a d'ailleurs remarqué que les statuts sont rédigés de manière à enlever tout rôle au congrès dans l'élection des membres du Comité central. Il se trouve, en effet, en présence d'une liste *unique* qui comporte *un nombre de candidats égal au nombre des sièges à pourvoir,* pas un de plus. Les congressistes n'ont donc pas le choix. Certes, ils peuvent rayer un nom ou l'autre, mais il faudrait que ce nom fût rayé par la moitié des votants, plus un, pour que le candidat visé ne soit pas élu. Eventualité si invraisemblable que les statuts ne l'envisagent même pas, et pourtant un siège resterait vide si l'un des candidats n'était pas élu.

Au contraire, s'il y avait sur la liste plus de candidats que de sièges à pourvoir, ne fut-ce qu'un seul, il faudrait bien procéder à une élimination, et l'on pourrait dire alors que le congrès est vraiment intervenu dans l'élection.

[En 1969, à l'imitation du Parti communiste qui la dirige par fraction interposée, la C.G.T. a modifié, elle aussi, ses statuts. Contrairement à la tradition de la vieille C.G.T., cette révision a conféré un rôle au congrès dans la désignation des organes directeurs, à savoir la Commission exécutive, dans laquelle le Comité Confédéral National choisit les secrétaires confédéraux.

Seulement, le même « garde-fou » réduit à néant l'intervention du congrès. « *Les candidats sont présentés par la Fédération ou l'Union départementale à laquelle ils adhèrent* », stipule l'article 10, qui poursuit : « *Le C.C.N. prend acte des candidatures à la* **C. E. et présente ses propositions au congrès** », lesquelles propositions ont toujours consisté à présenter un nombre de candidats exactement égal au nombre des sièges à pourvoir.

On ne peut pas, là non plus, parler d'élection, mais seulement de *ratification* par le congrès.

Et encore !].

M. MARCHAIS ET LA LISTE BLOQUÉE

Au Congrès de 1964, M. Marchais avait justifié ainsi cette pratique de la liste, à la fois unique et bloquée :

> « Quelques camarades... ont estimé que nous n'allions pas assez loin, qu'il ne fallait pas voter sur une liste comportant un nombre de candidats égal à celui à élire, mais sur tous les candidats [présentés par les conférences fédérales et le comité central sortant, C. H.] et proclamer élus ceux ayant reçu le plus de voix ».

M. Marchais ne peut donc pas dire que le problème lui a échappé. Sa réponse fut sans hésitation :

> « Ce système pourrait satisfaire l'esprit de ceux qui sont plus attachés à la démocratie bourgeoise, avec tout ce qu'elle a de formelle, qu'à la démocratie prolétarienne [on voit la perfidie de l'insinuation, C. H.]. Mais nous n'en voulons pas, parce qu'il irait à l'opposé des intérêts du Parti.
>
> « Avec ce système, qui conduirait à supprimer la commission de candidature, en fait, c'est le *hasard* qui déciderait de l'élection de tel ou tel dirigeant, puisque deux ou trois voix d'écart pourraient suffire à écarter un candidat fort capable. Or, justement, au hasard qui découlerait d'une telle méthode, nous préférons la situation sérieuse à laquelle devra procéder, avant le vote, la commission de candidature.
>
> « Pour nous, la désignation des dirigeants est avant tout un choix politique. La capacité politique du militant, son dévouement à la cause des travailleurs, sa fidélité au Parti, sa liaison étroite avec les masses, son esprit de discipline, son dynamisme, son enthousiasme, voilà les critères sur lesquels travaille la commission de candidature élue, et ce travail est irremplaçable.
>
> « C'est pourquoi, sur cette base, la sélection des meilleurs en nombre égal à celui à élire, s'impose.

« On a aussi dit « : Mais la commission des candidatures n'a-t-elle pas prépondérance sur les délégués ? ». *Absolument pas* [c'est moi qui souligne C. H.] puisque son choix est ou n'est pas ratifié au vote secret et à la majorité absolue, ce qui est conforme à nos principes *qui excluent les tendances ou les fractions* (id.). De plus, il ne faudrait quand même pas oublier que la commission de candidature est l'émanation... du congrès qui la désigne ».

(Alors, où est le scrutin direct ? Le congrès élit une commission qui élit à son tour ceux qui vont être les élus du congrès.)

« On a objecté qu'il n'arrivera sans doute pas souvent qu'un candidat ait plus de 50 % de voix contre lui. C'est tant mieux s'il en est ainsi, car cela voudra dire que le choix auquel il aura été procédé après discussion par les organisations et organismes présentant des candidats, et ensuite par la commission des candidatures aura été judicieux » *(o. c.,* p. 324).

Il est facile de répondre à tout quand on n'a pas de contradicteur (2).

PAS DE CANDIDATURE PERSONNELLE

Les statuts ne se bornent pas à faciliter le vote du congrès en ne lui laissant pas l'embarras du choix. Ils facilitent aussi le travail de la commission des candidatures, et ceci aux différents échelons, en soumettant les candidatures à des règles très strictes.

D'une part, il n'y a pas de candidature personnelle, et ceci, dès le niveau de la cellule. Nul n'est candidat à une fonction à l'échelon supérieur s'il n'est présenté par l'organisme du niveau immédiatement inférieur auquel il appartient, et, à cet autre niveau, nul ne peut demander à être candidat. (S'il s'entendait avec un camarade pour faire proposer par lui sa candidature, il commettrait le délit de « travail fractionnel »).

A l'article 6, les « *droits et devoirs des membres du Parti* », il est dit que chaque adhérent a le droit de « *participer à l'élection des organismes de direction et d'être élu* ».

Lors du Congrès de 1964, qui provoqua la nouvelle rédaction des statuts, René Piquet, dans le rapport qu'il fit en séance plénière au nom de la commission des statuts, relata qu'un amendement avait été déposé en vue de modifier cette rédaction :

« La commission était saisie d'une proposition d'amendement de la conférence fédérale des Alpes-Maritimes nous invitant par le 3e alinéa de cet article 6 à substituer : « *faire acte de candidature* » à « *être élu* ».

« Nous croyons nécessaire de maintenir cet alinéa dans sa rédaction primitive.

« Il y a en effet une différence importante entre « *être élu* » et faire acte de candidature.

« Nous considérons qu'une candidature ne peut pas être le fait d'une demande personnelle. La candidature est le résultat d'un choix collectif de l'organisme auquel l'adhérent appartient » *(o. c.,* p. 480).

Piquet argumente exactement comme M. Marchais : par affirmations tranchantes, sans chercher preuves ni raisons pour les appuyer On ne voit pas pourquoi, dans la cellule, une minorité ne présenterait pas son ou ses candidats pour le Comité de section. On voit mal aussi comment dans la cellule la candidature peut être le résultat d'un choix collectif. Il faut bien qu'elle ait revêtu, un moment, un caractère individuel, que le militant ait fait acte de candidature (ce que les statuts condamnent) ou que son nom ait été suggéré par un autre, ce qui risque de rendre l'un et l'autre, le candidat et son promoteur, suspects (répétons-le) de travail fractionnel.

La vie sans doute se charge de trancher la difficulté, mais c'est, selon toute vraisemblance, par l'intervention du bureau de la cellule.

CANDIDATS OFFICIELS

Les statuts, on l'a vu, ont ajouté une précaution supplémentaire. Non seulement, les militants ne peuvent pas faire personnellement acte de candidature, mais les organismes inférieurs ne sont pas seuls à présenter des candidats à l'organisme supérieur. L'organe dirigeant « sortant » de cet organisme supérieur présente lui aussi des candidats. On pourrait même croire en lisant les statuts (et pourquoi ne les croirait-on pas ?) que les candidats par eux proposés sont les plus im-

(2) Des militants avaient relevé cette anomalie et avaient posé la question au cours de la discussion qui précéda le congrès.

M. Marchais leur répondit ainsi :

« A ce propos, plusieurs amendements ont été déposés afin de préciser dans les statuts qu'au cas où des candidats ne seraient pas élus, de nouvelles propositions devraient être faites par la commission de candidature, avant de reprocéder à un vote pour les remplacer. Cela va de soi. Mais est-il nécessaire de le mettre dans les statuts, car il pourra arriver aussi que la conférence décide de s'en tenir à ceux qui auront été élus, lorsque la différence avec le nombre à élire ne sera que d'un ou deux avec ce qui a été prévu. Le congrès appréciera » (*Cahiers du Communisme,* juin-juillet 1964, p. 324).

On voit ainsi qu'il est laissé aux directions un dernier recours pour le cas plus qu'improbable où l'un de leurs candidats ne serait pas élu : ce scrutin ne leur forcerait pas la main, puisqu'elles auront la possibilité de passer outre en décidant de laisser vide le siège qui n'aura pas été pourvu.

Quant à la dernière formule — « le Congrès appréciera » — elle était vide se sens, puisque le projet de statuts fut présenté en bloc et non article par article à l'approbation du congrès.

portants : « *Ces candidats [proposés par les organisations inférieures]* s'ajoutent *à ceux proposés par les directions sortantes* », lit-on à l'article 43, ce qui signifie que :

premièrement, les directions sortantes présentent des candidats,

et que, deuxièmement, à cette première liste s'ajoute les candidats proposés par les organisations inférieures.

Le choix de la base est pour le moins tempéré.

M. MARCHAIS EXPLIQUE

Bien entendu, M. Marchais a « justifié » cette façon de faire.

Après avoir exposé que les nouveaux statuts conféraient « *le droit à toutes les organisations du Parti de présenter des candidats à l'organisme dirigeant supérieur* », il a ajouté :

« Naturellement ».

(Ce « naturellement »-là vaut tout un poème !)

> « Naturellement, les directions sortantes ont non seulement le droit, mais le devoir de présenter des candidats. Ne sont-elles pas les plus qualifiées pour juger de l'activité des membres qui les composaient ? Et l'importance que revêt la présence de tel ou tel camarade dans l'organisme de direction peut échapper à l'organisme inférieur auquel il appartient » *(o. c.*, p. 322).

M. Marchais a sans doute raison en son propos, fort peu démocratique, mais est-ce qu'il ne définit pas ainsi la cooptation plus que l'élection (la désignation des candidats par la direction sortante se combinant avec le système de la liste unique et bloquée) ? En réalité, le Parti s'est ainsi prémuni contre le mécontentement éventuel d'une organisation de base qui ne voudrait pas représenter tel militant que la direction veut garder dans son sein.

UN AUTRE SECRET

Aussi incroyable que cela puisse paraître, les communistes ont renchéri dans la pratique sur les précautions imposées par les statuts.

Quatre fois les élections du Comité central se sont déroulées conformément à ces statuts : en 1964, en 1967, en 1970 et en 1973.

Voici comment ont été présentés les résultats :

1964

> « Tous les candidats présentés par la Commission des candidatures ont été élus à l'unanimité ou à la quasi-unanimité... Il y a eu seulement 11 bulletins raturés, ces ratures ne se reportant pas sur les mêmes camarades.
>
> « De ces ratures on ne peut tirer aucune signification particulière.
>
> « Il faut souligner que tous les dirigeants du Parti ont été élus à l'unanimité » *(o. c.*, p. 546).

1967

> « Tous les candidats présentés ont obtenu la quasi-unanimité des voix... Il n'y a eu que quelques noms rayés et qui ne portent pas tous sur les mêmes camarades » *(sic)*.
>
> « Donc ceux qui espéraient que l'élection de notre Comité central révélerait l'existence de désaccords dans notre Parti seront une fois de plus déçus.
>
> « Il convient de faire remarquer que les dirigeants du Parti les plus connus et les plus responsables ont obtenu le vote de tous les congressistes » (*Cahiers du communisme*, février-mars 1967, p. 591).

1970

> « Le congrès passe ensuite au vote à bulletin secret. Le Comité central est élu à l'unanimité des 965 votants, à l'exception de 8 bulletins où 10 noms sont rayés » (*Cahiers du communisme*, février-mars 1970, p. 471).

1973

> « Le résultat est assez extraordinaire. Sur les 118 candidats au Comité central, 116 candidats ont obtenu 1.218 voix, soit la totalité des suffrages, 2 candidats seulement ont obtenu 1.217 voix (*id.*, janvier-février 1973 p. 430).

Ainsi, les communistes eux-mêmes s'émerveillent des résultats obtenus (« assez extraordinaires »). Le mécanisme fonctionne à la perfection.

Toutefois, on a pu en juger, jamais n'ont été donnés les noms de ceux qui n'ont pas recueilli la totalité des suffrages.

Ce n'est peut-être que parce qu'on a voulu ménager des susceptibilités peu démocratiques, mais légitimes. Mais c'est peut-être aussi parce qu'on n'a pas voulu signaler à d'éventuels opposants des points plus faibles sur lesquels ils pourraient concentrer leurs efforts ?

M. MARCHAIS CONCLUT

Donnons une dernière fois la parole à M. Marchais. Dans son rapport au Congrès de 1964, il dénonçait de la sorte ceux qui voulaient aller trop loin dans la révision des statuts :

> « En quelques endroits, des camarades ont estimé que la modification de nos statuts pouvait être pour eux une bonne occasion de faire prévaloir un point de vue qui s'éloigne beaucoup des principes fondamentaux d'organisation du Parti.
>
> « Dans cet esprit, ils ont déposé et défendu des amendements au projet de statuts

qui visent en réalité à remettre en cause la conception prolétarienne du Parti et le principe du centralisme démocratique. Le plus souvent, ils ont exprimé l'idée que le système de vote préconisé pour l'élection des organismes de direction — comité de section, comité fédéral, comité central — « n'allait pas assez loin ». Au fond, ces camarades voudraient substituer à la démocratie prolétarienne — la vraie démocratie — en vigueur dans le Parti, la démocratie bourgeoise avec tout ce qu'elle a de formel.

« Toutes ces tentatives de caractère opportuniste et révisionniste ont été mises en échec dans les cellules — conférences de section et fédérale où elles se sont exprimées. Il est bien qu'il en soit ainsi [ainsi, les thèses hérétiques ne se sont pas exprimées au congrès national, C. H.], car la modification des statuts ne saurait être conçue en dehors des principes fondamentaux auxquels nous sommes fermement attachés, et pour cause » *(o. c.,* p. 301).

Et pour cause !

Sincèrement, nous ne faisons pas à M. Marchais l'injure de penser que douze ans après l'affirmation de convictions aussi fermes, il ait abandonné « *la démocratie prolétarienne, la vraie démocratie* », pour « *la démocratie bourgeoise avec tout ce qu'elle a de formel* ».

CLAUDE HARMEL.

En Pologne :

Autour du congrès du Parti

OUVERT dans l'après-midi du 8 décembre 1975, en présence de mille huit cent-douze délégués nationaux, le VIIe Congrès du Parti ouvrier polonais unifié comprenait aussi un long cortège de délégations étrangères ; plus nombreuses que jamais, elles représentaient cinquante-trois partis communistes. Celle du P.C. soviétique obtint, bien sûr, l'accueil le plus enthousiaste, adressé en particulier à Léonide Brejnev, le « grand ami de la Pologne ». Furent ensuite salués par des salves d'applaudissements : Vladimir Chtcherbitsky, premier secrétaire du P.C. d'Ukraine ; Constantin Katouchev, secrétaire du Comité central du P.C.U.S., et Patras Griskevicius, premier secrétaire du P.C. de Lituanie ; puis, des applaudissements chaleureux accueillirent deux autres membres du P.C. soviétique : Constantin Roussakov, conseiller de Brejnev, et Stanislas Pilotovitch, ambassadeur de l'U.R.S.S. à Varsovie, lequel joue présentement un rôle analogue à celui dont étaient chargés les ambassadeurs des tsars en Pologne dans la seconde moitié du XVIIIe siècle. Et ce fut un autre Soviétique qui clôtura la longue réception des délégués communistes : Constantin Zarodov, rédacteur en chef de *Problèmes de la Paix et du socialisme,* (en français : *La Nouvelle Revue Internationale),* celui même dont l'article « *Les communistes et le pouvoir* », publié dans la *Pravda* en été dernier, avait fait un certain bruit.

C'est sur le ton le plus obséquieux que Gierek s'est adressé aux Soviétiques :

« Avec la plus grande affection, au nom du congrès, de notre parti tout entier et au nom de la nation, je salue la délégation du Parti communiste de l'Union soviétique *cette unité d'avant-garde du mouvement communiste et ouvrier, le parti de Lénine* » (souligné par nous, J. M.).

Est-ce Brejnev qui exige ces formules ? Ou faut-il penser que les communistes polonais se croient toujours au temps de Staline ?

Fait étrange, il n'y eut aucun représentant du P.C. de Biélorussie, pays limitrophe dont la frontière se trouve bien plus proche de Varsovie que celle de l'Ukraine et même celle de la Lituanie... Nul n'expliqua cette anomalie. Ainsi l'acclamation du leader communiste polonais, lancée à ses camarades et voisins — « Que se renforce la fraternité de nos partis et de nos peuples ! » — ne s'adresserait-elle pas aux Biélorussiens ? Les Moscovites songent-ils donc à les russifier ? Sans que les Ukrainiens et les Polonais protestent ?

Etaient présents aussi des « représentants des mouvements de libération nationale et des groupements progressistes » qui, comme le souligna Gierek, « de concert avec les forces socialistes, forment l'immense front anti-impérialiste ». Or, à peine quatre organisations arabes y furent représentées (algérienne, palestinienne, syrienne et le B.A.A.S. irakien). Enfin, inconnus jusqu'ici aux assises du P.O.P.U., des observateurs représentaient les partis socialistes belge, français, italien et ceux (en exil) d'Espagne et du Chili. Dans son allocution de bienvenue, Gierek minimisa l'importance de ce fait et se contenta de dire : « *Nous sommes contents de recevoir à notre congrès des observateurs des partis socialistes. Nous voyons ainsi se confirmer le resserrement des contacts entre communis-*

tes et socialistes dans la lutte pour la paix et le progrès ».

Il adressa également quelques paroles aux « représentants des groupements alliés » — le Parti paysan unifié et le Groupement démocratique — ainsi qu'aux « éminents citoyens sans parti du Front d'unité nationale ». Aux termes de son allocution, il adressa un « salut chaleureux à tous les membres du P.O.P.U. auxquels il prodigua éloges et flatteries : « *Votre dévouement et votre esprit de sacrifice à l'idéal du parti constituent, chers camarades, la principale source de tout ce qui a été réalisé jusqu'ici et la garantie essentielle d'une favorable réalisation des décisions qui seront adoptées par le congrès* ».

Gierek souhaita la bienvenue au congrès non seulement au nom d'un parti réunissant deux millions trois cent mille membre, mais aussi « *au nom de la nation tout entière que notre parti dirige dans l'édification d'une Pologne socialiste* ». Formule qu'il répétera à toute occasion. Dirigeant du P.O.P.U., il se considère aussi comme « chef » de toute la nation, qui doit laisser la première place à l'organisation communiste.

Quand il parlait ainsi « au nom de la nation », il savait pourtant que ni lui ni son parti ne la représentait tout entière. Il connaissait déjà le mémoire signé par une soixantaine de personnalités que venait de recevoir le président de la Diète (voir plus loin dans ce même numéro la traduction de ce mémoire).

« AU NOM DE LA NATION DIRIGÉE PAR LE PARTI »

Aucun document préparé pour le VIIe congrès, y compris les très détaillées *Directives*, pas plus que les textes qui y furent rédigés, n'ont fait la moindre allusion aux grèves et révoltes ouvrières de 1970-1971. Et, parmi plus de dix-huit cents délégués, il ne se trouva personne qui eût l'idée de les évoquer. Cependant Gierek et ses compagnons du Bureau politique et du Comité central ont constamment rappelé cette période mouvementée, tant dans leurs discours que leurs entretiens. Mais — et cela se confirme une deuxième fois — les dirigeants communistes ne supportent pas que, dans un pays où ils sont au pouvoir, on se réfère, ne fût-ce que par une allusion, aux mouvements revendicatifs des ouvriers, ni à la lutte de ceux-ci contre le régime policier.

Ainsi faisait déjà Gomulka : il préférait parler d'autre chose plutôt qu'effleurer la dramatique situation à Poznan, en juin 1956, ou les mouvements ultérieurs déclenchés dans les villes et les campagnes de Pologne. C'était pourtant grâce à ces événements que Gomulka et ses amis furent hissés au pouvoir. De même de Gierek qui, lui aussi, doit sa première place dans le parti et dans le pays au soulèvement des travailleurs de Gdansk, de Gdynia, Szczecin, Lodz et d'autres villes.

Le programme établi par les dirigeants doit être — toujours en paroles — « réalisé avec conséquence par le parti et les pouvoirs publics, la classe ouvrière et la nation tout entière ». Or cette « nation tout entière », réléguée à la dernière place, se trouve toujours en-dessous du parti. « *Le Comité central du P.O.P.U. rend compte au parti et à la nation des résultats du plan quinquennal* », énonce le document officiel. Le premier secrétaire du P.O.P.U. s'en inspire et prononce au congrès un discours « au nom de toute la nation dirigée par notre parti ». Puis, jugeant cette expression trop faible, il renchérit pour déclarer : « *Le parti est le gouvernail et le cerveau de la nation* ». (C'est nous qui soulignons, J. M.). Que pourrait-on inventer de plus à la gloire du parti et de son premier secrétaire ?

En fait, avec ses deux millions trois cent mille membres, le P.O.P.U. n'est arrivé à dominer ni la classe ouvrière, ni les cultivateurs, dont la majorité sont de petits exploitants. Gierek n'a même pas essayé d'intimider ceux-ci par des initiatives nouvelles dont il savait qu'ils ne les accepteraient pas. Bien au contraire, il les rassura tant et plus.

Les formules dont Gierek a parsemé son discours n'ont pas été toujours des plus heureuses. Par exemple :

> « *La victoire de 1945 fut pour la Pologne, pour notre peuple et notre Etat, une victoire tellement complète et fructueuse que jamais on n'en avait connu une semblable au cours de notre histoire millénaire.*
>
> « *Tout en poursuivant notre politique agraire, nous tendrons à ce que des biens matériels parviennent en quantité accrue à la campagne, afin que ceux qui travaillent bien puissent en bénéficier de plus en plus* ».

Les incursions dans le domaine de l'histoire du mouvement ouvrier, en Pologne et en Russie, n'ont pas été plus heureuses. Elles témoignent d'une très faible connaissance des faits, des hommes et des circonstances du passé.

LE PLAN QUINQUENNAL 1976-1980

Le Premier ministre, Pierre Jaroszewicz, consacra entièrement son discours à la future « stratégie économico-sociale du développement » du pays pour les années 1976 - 1980 ; « stratégie » qui, dans ses orientations et ses objectifs fondamentaux, ne se différencie pas, en principe, de celle des cinq années précédentes.

Il s'agit toujours de maintenir le fort « dynamisme » du développement économique et de continuer à élever le niveau de vie de la population. Ainsi, dans les cinq années à venir, le salaire réel moyen sera relevé de 16 à 18 % ; en même temps, le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour que les prix et le coût de subsistance ne dépassent pas une hausse de 2 % par an.

Cependant, dans la nouvelle période quinquennale, contrairement à la précédente, le relèvement des salaires sera conditionné par celui de la productivité, du rendement du travail. C'est à un rythme analogue que doivent s'accroître les revenus des cultivateurs et des travailleurs d'autres catégories. Les prestations sociales dépasseront le taux moyen qui existait jusqu'ici. Ainsi, dans la dernière année du plan actuel, elles indiqueront un accroissement global de 50 % par rapport à 1975, compte tenu du plus grand nombre des prestataires.

Le Premier ministre a également déclaré que le gouvernement, soucieux de l'équilibre économique à l'intérieur du pays, s'efforcera d'assurer, dans tous les secteurs du commerce, l'harmonisation entre l'offre et la demande, ce qui fit défaut pendant la période écoulée. En outre, il a promis que les articles mis en vente correspondront aux besoins de la population ainsi qu'à « ses goûts divers et changeants ». Déjà, précédemment, a-t-il indiqué, des investissements d'un montant de 250 milliards de zlotys ont été alloués aux industries travaillant pour le marché intérieur (articles de l'industrie légère, ameublement, etc.) ; désormais, il est prévu d'y ajouter, en 1976-1980, cent milliards de plus.

Tout cela ne veut pas dire que les Polonais ne connaîtront plus de difficultés d'approvisionnement. Ainsi, suivant les prévisions officielles, en matière de viande, les « perturbations » ne disparaîtront pas avant 1980.

La balance du commerce, nettement défavorable pendant les cinq dernières années, n'est pas encore stabilisée. C'est seulement vers 1980 que la Pologne réussira à exporter plus de marchandises qu'elle n'en importera.

Les investissements prévus par le nouveau plan quinquennal exigeront des mises de fonds bien plus considérables que précédemment, soit 2.600 milliards de zlotys, contre 1.900. Plus de 45 % de cette somme seront réservés aux investissements industriels et notamment, en premier lieu : à la construction d'une nouvelle fonderie « Katowice » ; aux travaux entrepris dans le nouveau bassin minier et cuprifère de Lublin ; au centre énergétique de Belchatov. Viennent ensuite les investissements pour la production destinée à la population : produits alimentaires, articles d'usage courant et durables, meubles, etc. En outre, des sommes importantes seront destinées à la modernisation et au développement des entreprises existantes.

L'agriculture bénéficiera, elle aussi, d'investissements plus importants. Ils atteindront en effet 340 milliards de zlotys, soit 80 milliards de plus que dans les années 1971-1975, et seront consacrés à la mécanisation et à la modernisation tant des travaux agricoles que de l'élevage.

Enfin, d'importantes mises de fonds sont prévues pour l'aménagement de l'infrastructure : le réseau ferroviaire doit être électrifié et son matériel roulant rénové ; le réseau routier sera modernisé. De même, on prévoit le développement de la flotte nationale, et la construction d'un nouveau port (Port du Nord).

Parallèlement, la Pologne sera tenue de participer davantage aux actions communes d'investissements dans le cadre du COMECON.

L'AGRICULTURE

Jaroszewicz insista sur la place de l'agriculture dans l'économie nationale. Il souligna que le gouvernement était en général content du développement de celle-ci et du relèvement du ravitaillement, bien que pendant les deux dernières années, les conditions atmosphériques aient été défavorables. C'est pour cette raison, expliqua-t-il, qu'en 1971 - 1975, les importations des produits agricoles et alimentaires furent sensiblement excédentaires par rapport aux exportations. C'était une nécessité pour « maintenir la dynamique de la consommation ». Il affirma aussi que l'agriculture polonaise pourrait aboutir à un excédent d'exportations si elle développait tous ses secteurs de production, et à la condition que les « transformations socialistes fussent étendues à la campagne », qu'on y favorisât le progrès économique et social et se souciât davantage d'améliorer la situation de la population rurale.

Il promit, d'une part, un accroissement de la production des tracteurs et de l'outillage agricole et, d'autre part, l'équipement en réseaux de canalisation des exploitations d'Etat et des coopératives agricoles. Dans les exploitations individuelles, l'adduction d'eau serait augmentée de 50 % par rapport à 1975. « *C'est un effort énorme pour l'Etat* ». Cependant il se montra bien prompt à rendre responsables du rendement insuffisant du sol les cultivateurs individuels dont certains, selon lui, devenaient trop vieux, alors que d'autres s'embauchaient dans l'industrie, abandonnant les travaux agricoles aux femmes, aux adolescents, etc. — « *C'est pourquoi* — annonça-t-il — *dans l'intérêt de la nation, nous continuerons à prendre en charge les terres mal exploitées, en accordant à leurs pro-*

priétaires des pensions de retraite ou d'autres compensations en espèce. Ces terres seront attribuées aux exploitations d'Etat et aux coopératives de production, aux cercles agricoles et aussi à des cultivateurs dont les exploitations sont rentables et qui sont liés à l'Etat par des contrats établis pour plusieurs années. On ne peut pas laisser la terre en friche ». Grâce à cette manière d'agir, de l'avis du Premier ministre, « *l'agriculture socialisée pourra agrandir ses possessions pour passer de 20 à 30 % de l'ensemble du sol cultivable, soit environ deux millions d'hectares.*

Dans le même temps, les exploitations d'Etat, s'accroîtront d'environ quatre millions d'hectares, atteignant ainsi, en 1980, près de 20 % de la totalité du sol cultivable, contre 16 % actuellement.

Quant aux coopératives agricoles de production, elles ont, au cours des cinq dernières années, presque doublé leur production ; l'effectif du cheptel sur 100 ha s'est accru dans la même proportion et celui des porcins a presque triplé.

Jaroszewicz aborda aussi d'autres formes de gestion existant dans l'agriculture, notamment les *ensembles de cultivateurs* (1). Les cercles agricoles eux, devraient, d'une part, faire appel aux cultivateurs individuels prêts à mettre en commun leurs biens et, d'autre part, prendre en charge des terres supplémentaires appartenant au « Fonds de l'Etat ».

Optimiste quant à l'avenir de ces *ensembles*, le Premier ministre a également exprimé sa confiance dans le développement ultérieur de la gestion paysanne. — « *Les exploitations agricoles individuelles*, dit-il, *sont aujourd'hui liées à tous égards et d'une manière permanente à l'économie socialiste planifiée (...). Nous continuerons à approfondir et à renforcer ces liens en favorisant le développement des exploitations qui intensifient leur production, suivent le progrès agro et zootechnique, appliquent la spécialisation et la coopération et vendent à l'Etat en quantités accrues les produits agricoles, afin de contribuer à réaliser le programme de ravitaillement du pays* ».

D'ores et déjà, on prévoit que, dans les années 1976 - 1980, l'accroissement global de la production de tous les secteurs agricoles sera de l'ordre de 15 à 16 %, dont celui de l'élevage de 16 à 18 % et celui des céréales de 15 %

LA POPULATION ET SES BESOINS

Le Premier ministre a annoncé que les moyens financiers destinés à l'habitat seront de 53 % plus importants que ceux de la période précédente. On envisage la construction de plus d'un milion et demi de logements, ce qui ne pourra cependant pas satisfaire les besoins de la population. Aussi encourage-t-on à présent la construction individuelle de pavillons.

De même, les investissements pour la protection de la santé seront augmentés de 22 % environ par rapport aux cinq années écoulées. Toutefois Jaroszewicz a ajouté : « *Les lits d'hôpitaux nous feront toujours défaut et la qualité des services hospitaliers laissera beaucoup à désirer* ».

Au cours de la période qui vient, l'évolution démographique ne permettra guère de modifier la situation de l'emploi : il n'y aura qu'un million trois cent mille demandeurs, c'est-à-dire sept cent mille personnes de moins qu'en 1971-1975. Aussi l'accent sera mis plus fortement sur le rendement du travail. Le nombre des travailleurs occupés dans l'industrie n'augmentera que d'un très faible pourcentage et il restera sans changement dans le bâtiment. Suivant une promesse du Premier ministre, on s'efforcera d'augmenter le personnel dans les services de prestation « compris au sens large du terme ».

DIRECTIVES DE BREJNEV

Le Premier ministre l'emporta résolument, cette fois-ci, sur Edouard Gierek, par le ton, la pondération, le calme de son exposé. C'est que, probablement, le premier secrétaire du P.O.P.U., face aux notables de Moscou et ceux des pays voisins de la Pologne, voulut dissiper la méfiance et les craintes qu'ils avaient sur les orientations de sa politique, jugées trop mitigées. En effet, Brejnev, en saluant le congrès, définit la voie menant à la victoire ; voie bien plus courte que celle prévue par les idéologues et les économistes du P.O.P.U., influencés par la conception de la « voie polonaise vers le socialisme ».

> « *Il s'agit d'un développement général de l'économie nationale et, avant tout, de l'accroissement du rendement du travail. Il s'agit d'assurer une victoire totale des rapports socialistes de la production, dans les villes et les campagnes ; il s'agit d'élever à un niveau neuf, socialiste, la conscience des travailleurs, leurs sens des responsabilités et leur souci de construire une magnifique patrie socialiste* ».
>
> « *Nous ne doutons pas, que les communistes polonais réaliseront tous leurs projets. La classe ouvrière, la paysannerie, l'intelligentsia et les hommes de toutes les générations (sic !), sous la direction de leur parti marxiste-léniniste, construiront sur le sol polonais une société socialiste développée* ».

(1) Voir article *Les Paysans ont gagné une bataille*, p. 18, *Est et Ouest* nos 539-541, 1er novembre-15 décembre 1974.

Nous ne doutons pas non plus que les membres du Bureau politique, à commencer par le premier secrétaire du P.O.P.U.,, Gierek, aient pris très à cœur tous ces « souhaits », recommandations et consignes.

Jean MALARA.

*

P. S. — Nous indiquons ici les principaux articles publiés à Varsovie avant et pendant le VIIe Congrès ainsi que les discours essentiels qui y furent prononcés :

Directives du Comité central du P.O.P.U. pour le VIIe Congrès, dans la revue *Nowe Drogi (Les Nouvelles Voies),* n°s 9, 10, 11 (septembre, octobre, novembre 1975).

Vision 1980, article de Z. Szeliga in *Polityka* du 13 décembre 1975.

Pour continuer le développement dynamique de l'édification socialiste, discours du 1er secrétaire du P.O.P.U., Edouard Gierek, in *Trybuna Ludu* du 10 décembre 1975.

Bases du développement économique et social du pays pour 1976-1980, exposé de Pierre Jaroszewicz, idem.

Discours de Léonide Brejnev, idem.

Document

Cinquante-neuf intellectuels polonais réclament la reconnaissance des libertés élémentaires

Le 5 décembre 1975, presque à la veille du congrès du Parti ouvrier polonais unifié, le président de la Diète, Czeslaw Wycech, reçut d'Edouard Lipinski, économiste renommé, professeur en retraite de l'Université de Varsovie et, pendant des années, membre du Parti socialiste polonais, un important mémoire, rédigé à la suite des amendements proposés à la Constitution de la République populaire de Pologne, et signé par cinquante-neuf personnalités polonaises.

« *Je certifie l'authenticité de ces signatures* », indiquait le professeur Lipinski dans sa lettre au président de la Diète où il indiquait que des copies du mémoire avaient été en même temps adressées au Conseil d'Etat, aux groupes parlementaires et au secrétariat du Primat de Pologne. Il l'informait également qu'un autre document consacré aux mêmes problèmes lui serait remis, portant celui-là, près de trois cents signatures de chercheurs, universitaires et étudiants.

Voici le texte intégral du mémoire.

***

« Les *Directives pour le VIIe Congrès du P.O.P.U.* comportent un paragraphe qui annonce des modifications de la Constitution (1). Après la Conférence d'Helsinki où le gouvernement polonais — de même que trente-quatre gouvernements d'autres pays — confirma solennellement la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, nous considérons que la mise en application de ces libertés fondamentales devrait marquer une nouvelle étape dans l'histoire de la nation et la vie des individus. Mus par le devoir civique, nous déclarons que la Constitution et la législation qui en découle doivent avant tout garantir les libertés publiques suivantes :

« — *Liberté de conscience et liberté des cultes.* — Ces libertés n'existent pas lorsque les personnes se réclamant de croyances religieuses ou ayant une conception du monde différente de celle qui est officielle et obligatoire ne sont pas admises à de nombreux postes de direction dans l'administration, les institutions publiques, les organismes économiques et sociaux. Aussi convient-il de garantir à tous les citoyens, sans distinction de confession, de conception philosophique et d'appartenance politique, l'égalité des droits pour accéder aux fonctions publiques. Ne devraient être prises en compte que les qualifications professionnelles, les capacités et l'honnêteté de chaque individu. Il convient également de donner la possibilité à tous les groupes confessionnels d'exercer en toute liberté les pratiques religieuses et de construire les temples.

« — *Liberté du travail.* — Cette liberté n'existe pas lorsque l'Etat est le seul employeur et que les organisations syndicales sont subordonnées aux instances du parti, lesquelles exercent en pratique le pouvoir d'Etat. Dans ces conditions — comme le prouvent les expériences de 1956 et de 1970 — toute tentative de défendre les intérêts ouvriers fait peser la menace d'une effusion de sang et peut aboutir à des troubles graves. Aussi convient-il de garantir aux travailleurs la possibilité de choisir librement une représentation professionnelle, indépendante de l'Etat ou du parti. Il importe aussi de garantir le droit de grève.

« — *Liberté de la parole et de l'information.* — Sans la liberté de la parole il ne peut y avoir un développement libre de la culture nationale. Lorsque toutes les publications, avant de paraître, subissent la censure officielle et que les maisons d'édition et les *mass media* sont contrôlés par l'Etat, les citoyens se trouvent dans l'impossibi-

(1) Ce paragraphe indique notamment : « *La Constitution en vigueur de la République populaire de Pologne, adoptée par la Diète en 1952, conserve ses clauses politiques et juridiques. Toutefois les transformations accomplies ainsi que les perspectives qui se profilent dans le développement de la société et de l'Etat devraient trouver leur reflet dans ce texte fondamental, /.../. Il convient en particulier de confirmer dans la Constitution ce fait historique que la République populaire de Pologne est un Etat socialiste dans lequel le pouvoir appartient au peuple laborieux des villes et des campagnes, le Parti ouvrier polonais unifié en étant la force dirigeante.* — In *Nowe Drogi (Les Nouvelles Voies),* n° 9, septembre 1975, p. 55 (N.D.L.R.).

lité de prendre position en toute connaissance de cause à l'égard des décisions des pouvoirs publics et ceux-ci ignorent l'opinion de la collectivité nationale à l'égard de leur politique. Le monopole étatique des publications et les agissements de la censure préventive entraînent des conséquences particulièrement graves dans la littérature et les arts, qui ne remplissent pas leurs fonctions importantes au point de vue social. Aussi convient-il de donner la possibilité aux syndicats ouvriers, aux associations d'écrivains et d'artistes ainsi qu'aux sociétés religieuses et autres de fonder des maisons d'édition et des périodiques indépendants de l'Etat. C'est pourquoi il convient également de supprimer la censure préventive, la responsabilité civile, en cas d'infraction à la loi sur la presse, devant relever d'un tribunal compétent.

« — *Liberté de la science.* — La liberté de la science n'existe pas lorsque le choix des cadres universitaires et les thèmes des recherches scientifiques sont déterminés suivant les critères des pouvoirs publics et qu'ils ont un caractère politique. Aussi convient-il de rétablir l'autonomie des établissements supérieurs et de garantir celle des milieux scientifiques.

« La garantie de ces libertés fondamentales est inconciliable avec le projet officiellement en cours de préparation, reconnaissant à l'un des partis politiques le rôle dirigeant dans l'Etat. Une telle clause constitutionnelle attribuerait à un parti le rôle d'un organisme étatique, lequel ne serait pas responsable devant la collectivité nationale ni contrôlé par elle. Dans ces conditions, on ne saurait traiter la Diète comme un organisme législatif suprême, ni le gouvernement comme un organisme exécutif suprême, pas plus que les instances judiciaires comme indépendantes.

« Il convient de mettre en application le droit de tous les citoyens de présenter des candidats et d'élire leurs représentants au suffrage universel. Il convient d'assurer l'indépendance des instances judiciaires à l'égard du pouvoir exécutif et d'assigner à la Diète le véritable pouvoir législatif. Nous considérons que l'inobservance des libertés publiques peut conduire à l'anéantissement de toute initiative collective, à la dislocation des liens sociaux, à une destruction progressive de la conscience nationale et à la rupture d'avec la continuité de la tradition nationale. C'est une menace pour l'existence même de la nation ».

Parmi les cinquante-neuf signataires du mémoire se trouvent : à côté d'Edouard Lipinski, deux autres militants socialistes connus, Antoine Pajdak et Louis Cohn, actifs dans la Résistance et, après la « Libération », jetés en prison ; les philosophes Leszek Kolakowski et Christophe Pomian ; les écrivains illustres de la « vieille génération » Antoine Slonimski et Julian Stryjkowski ainsi que leurs cadets, des romanciers connus, tels Mme Anna Kamienska, André Szczypiorski, Jean-Joseph Szczepanski ; les poètes Z. Herbert et Mme W. Szymborska ; des critiques littéraires comme Stanislas Baranczak et Georges Ficowski ; le musicologue Mycielski ; des avocats, tels Mes Steinsberg et Sila-Nowicki ; trois prêtres, dont l'abbé J. Zieja, curé de la cathédrale de Varsovie.

L'histoire de l'U.R.S.S. (1917-1968) dans les manuels d'histoire de la classe de Troisième

Première partie : l'U.R.S.S. de 1917 à 1939 (suite)

D) LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE L'U.R.S.S.

Elle n'est traitée en tant que telle que dans le DUN (et encore en douze lignes). Mais les éléments de cette politique se trouvent épars dans différents chapitres. Nous nous bornerons aux faits les plus importants.

Brest-Litovsk. Dans le HAC ce sont des « négociations de paix avec les Allemands ». Pour le BOR c'est une « paix désastreuse » qui permet aux communistes de faire face aux difficultés intérieures. Pour le NAT « cette paix met fin à la guerre dans des conditions très dures pour les Russes », et pour le DUN c'est simplement la « paix qui est signée ».

Dans tous les manuels, Brest-Litovsk est envisagé du point de vue russe. Aucun livre ne souligne que cette « paix désastreuse » faillit entraîner la défaite des Alliés puisqu'elle permit à l'Allemagne de retourner ses forces vers l'Ouest.

Le NAT signale la fondation de la IIIe Internationale à Moscou, en mars 1919, pour « orchestrer les mécontentements » dans certains pays d'Europe. Les dirigeants (de l'Internationale) songent à la possibilité d'une « révolution mondiale » et, pour cela, « favorisent la création de « partis communistes ». Le NAT note d'ailleurs que les mouvements révolutionnaires des années 20 seront vite écrasés et susciteront « par réaction » des « régimes autoritaires et nationalistes », et en particulier le fascisme italien.

Cette responsabilité de l'Internationale est également mentionnée dans le BOR (la IIIe Internationale est créée à Moscou en 1919). A l'imitation de « l'exemple russe » se forment les partis communistes. Pour lui résister, les classes dirigeantes (où ? qui les compose ?) soutiendront les dictatures.

Le DUN mentionne que l'U.R.S.S. à ses débuts est « isolée par un cordon sanitaire ». Mais qu'ensuite les puissances occidentales qui avaient « mal admis » Brest-Litovsk ont reconnu en 1924 le nouvel Etat qui entre à la S.D.N.

Le HAC n'indique rien.

Seuls deux manuels (NAT et BOR) établissent la connexion entre l'Internationale et les

P.C. nationaux. Pour les autres cela va mieux en ne le précisant pas. Et le mot Komintern n'apparaît que si l'on évoque le « pacte anti-Komintern »...

Pour le DUN, la « montée du fascisme rapprochait l'U.R.S.S. des puissances libérales occidentales », mais la méfiance « réciproque » persistait. Le NAT est plus précis et évoque la création des « Fronts populaires ». Jusqu'en 1934, les P.C. de toute l'Europe ne songeaient qu'à la révolution et combattaient autant que les socialistes les bourgeois. Un exemple significatif : celui de l'Allemagne où les socialistes (entre parenthèses « les sociaux traîtres ») étaient combattus (par les communistes) autant qu'Hitler. Arrivé au pouvoir, celui-ci s'en prend à tous les partis. Aussi, à partir de 1934, l'I.C. change de tactique et « conseille » (sic) aux P.C. la politique des « Fronts populaires » : abandon « momentané » des objectifs révolutionnaires et union avec les bourgeois et les socialistes contre le fascisme. Les autres livres sont silencieux sur ces faits essentiels.

Pour le pacte germano-soviétique, le HAC écrit que « pour détruire la Pologne Hitler conclut un pacte avec l'U.R.S.S. ; les deux Etats s'accordaient pour se partager le territoire polonais ». Le BOR évoque la « surprise générale » quand survint « le pacte germano-soviétique » et précise : « cette alliance permet à Hitler de se consacrer à la guerre à l'Ouest ».

Ces deux manuels contiennent donc des opinions que l'U.R.S.S. refuse de reconnaître. Le NAT est plus précis. Hitler a signé un traité avec l'U.R.S.S. non seulement de « non-agression », mais « d'entente pour se partager les divers Etats de l'Europe orientale », et, à titre de document, dans un encart, le livre insère les débuts du protocole secret germano-soviétique où sont traités le sort des Etats baltes, de la Pologne, de la Bessarabie. La surprise dans ce domaine diplomatique très sensible vient du DUN, qui assure qu' « après Munich » les Soviétiques, persuadés de la « duplicité » des démocraties, assurent « provisoirement » (qui mit fin à ce provisoire, sinon Hitler ?) leur sécurité en « signant un pacte de non-agression » avec l'Allemagne. Et comme documents le livre propose deux (courts) points de vue sur le pacte : un point de vue russe tiré de l'Histoire du P.C.U.S. qui soutient que ce sont la « France et la Grande-Bretagne qui n'ont pas voulu de l'alliance avec l'U.R.S.S. », et l'opinion d'un diplomate français, R. Coulondre, qui... justifie le pacte en le donnant comme la conséquence de la sensation d'isolement de l'U.R.S.S. et comme le retour à une politique d'entente avec l'Allemagne abandonnée depuis 1931... Le DUN est donc le seul manuel à présenter du pacte la version « orthodoxe » soviétique. Et les documents cités ne font que la confirmer. En toute innoncence ? (4).

Deuxième partie : l'U.R.S.S. de 1939 à 1968

La difficulté de cette deuxième partie vient de ce que, sauf exceptions, les notations concernant l'U.R.S.S. ne sont plus traitées à part mais insérées dans des chapitres divers concernant la Seconde Guerre mondiale, la décolonisation, les grands problèmes de l'après-guerre. De plus, le cadre s'élargit vu l'importance mondiale du « Super Grand » qu'est devenue l'Union soviétique.

A) L'U.R.S.S. DANS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Les avantages du pacte germano-soviétique, ou plutôt les bénéfices qu'en tira l'Union soviétique sont indiqués dans le NAT : « annexion des pays baltes et provinces arrachés à la Finlande et à la Roumanie » ; le HAC et le DUN : « Russes et Allemands se partagent la Pologne », mais si le BOR voit Hitler attaquer par surprise, en juin 1941, le territoire soviétique, le HAC écrit que cette agression a été préparée par une « méfiance réciproque » et, pour le NAT, les « rapports avec l'Allemagne s'étaient envenimés ».

Les succès initiaux des armées allemandes sont diversement présentés. Pour le NAT, il y eut « énergique résistance », mais « un million de km2 furent occupés en quelques semaines ». Pour le BOR, les victoires allemandes s'expliquent par une « Armée Rouge mal préparée », mais dès d'hiver 1941-1942 une « énergique résistance » sauve Léningrad et Moscou. Le DUN explique que les Russes ont « reculé » et « abandonné d'immenses territoires », mais en appliquant la « tactique de la terre brûlée » et que les Soviétiques se réorganisent et lancent des contre-attaques. L'appréciation la moins favorable à l'U.R.S.S. vient du HAC, ce qui est assez étonnant ! Les succès allemands sont « remarquables », la résistance russe « peu efficace » puisqu'en trois mois les Soviétiques « perdent des milliers de chars et des millions de soldats tués, blessés, prisonniers ». Le HAC mentionne bien les « contre-offensives russes » de fin 1941, mais y ajoute l'hiver et ses conséquences, comme le gel, pour « bloquer camions et chars ».

Ensuite, la situation se retournera « avec l'aide des Américains », précisera le HAC, qui mentionne « l'immense effort industriel et militaire » (soviétique). Cette « aide » est aussi dans le BOR, avec du « matériel américain débarqué à Mourmansk », et dans le NAT. Par contre, elle disparaît du DUN.

Fin 1942-1943, c'est la défaite de Stalingrad, « première défaite qui rend l'espoir au monde » pour le BOR ; « tournant décisif de la guerre » pour le DUN » (qui exagère quelque peu...) ; début du recul d'armées « affaiblies » pour le NAT, ce qui est également la position du HAC. Seul le BOR indique que les Russes ont « réclamé » l'ouverture d'un second front à l'Ouest. Ensuite, le territoire soviétique est libéré et, en 1944-1945, l'offensive russe « occupe les Etats balkaniques,

(4) Plusieurs auteurs participent à la rédaction du manuel, et, leur part respective n'étant pas précisée (sauf dans le HAC), il est certain que la rédaction des chapitres est le mélange d'influences diverses, ce qui n'est pas une garantie d'objectivité, tant s'en faut.

libère la Pologne et pénètre dans Berlin » (NAT). L'Armée Rouge « multiplie les victoires », libère l'Europe orientale, en avril 1945 est aux portes de Berlin » (BOR). En 1944, les Russes « chassèrent les Allemands de tous les pays de l'Europe du Sud-Est » (HAC). Les « Russes entrent les premiers dans Berlin en ruines » (DUN).

La part soviétique à la victoire alliée occupe, mais sans plus, la part qui lui revient. Ce qui n'a pas été souligné, c'est l'aveuglement de Staline, en 1941, devant les préparatifs allemands, et ce qui n'est pas mentionné c'est l'aide que les Allemands reçurent de la population locale dans certaines régions de l'U.R.S.S. Mais l'étude de la guerre est trop restreinte pour que les auteurs puissent entrer dans les détails.

B) L'U.R.S.S. DE 1945 A 1968

Cette U.R.S.S., comment la situer en 1945 ? Pour le HAC elle sort « dévastée » mais entreprend un « immense effort » ; pour le BOR, « malgré ses pertes humaines et matérielles, elle est politiquement affermie à l'intérieur, et à l'extérieur le prestige de l'Armée Rouge est immense » ; pour le NAT (qui est le seul à consacrer autant de place à la période 1945-1968 qu'à l'ensemble 1918-1939), « les victoires sur l'Allemagne ont donné un grand prestige à l'Union soviétique et le communisme est « admiré » car on le crédite de la victoire sur Hitler. Rien dans le DUN.

Cela sert d'introduction à une étude mondiale des rapports diplomatiques depuis 1945, dont nous traiterons « in fine », mais le NAT est le seul à étudier dans un chapitre consacré à tout le monde « socialiste » l'évolution de la Russie soviétique présentée sous ce titre : Du « culte de la personnalité » à la déstalinisation. Ce sous-chapitre est divisé en trois parties : les dernières années de Staline (1945-1953) ; le temps de Khrouchtchev : la déstalinisation (1953-1964) ; la nouvelle direction collégiale.

La seconde période stalinienne s'explique, pour le NAT, par la volonté de Staline de relever le pays après les destructions de la guerre et les morts (18 millions) pour lui permettre de résister à une attaque éventuelle des Etats-Unis. Staline maintient la priorité à l'industrie lourde. Tous les moyens sont utilisés : « transfert de force » des travailleurs dans les usines ; paysans « arrachés » aux campagnes ; les Soviétiques connaissent « fatigues et privations » (à cause de la négligence de l'agriculture et des industries de consommation, mais, dès 1950, la production soviétique dépasse celle de 1940. Cet « effort » suppose « une obéissance totale de tous aux volontés de Staline » qui cumule toutes les fonctions dirigeantes. Il y a autour de lui le culte du « génial Staline ». Les arrestations sont « nombreuses », les camps le concentration « remplis ». L'U.R.S.S. vit dans un climat de « terreur » qui dure jusqu'à la mort de Staline, en 1953. Après lui, c'est une « direction collégiale » d'où émerge N. Khrouchtchev qui met fin « à l'étouffante dictature » (ouverture des camps, réhabilitation des condamnés, exécution de Beria) et dénonce aux XXe Congrès les crimes et les erreurs de Staline. En même temps, K. « remplace la guerre froide par la coexistence pacifique », et il y a un effort à l'intérieur de l'U.R.S.S. pour « augmenter les salaires, développer la production agricole et les produits de consommation. Mais K. a des « difficultés » (révoltes des pays de l'Est, réticence de la Chine, économie désorganisée). En 1964, il est « destitué » car les autres dirigeants lui reprochent son « manque de méthode et ses coups de tête ». L'équipe qui le remplace (Brejnev, Kossyguine, Podgorny) continue sa politique avec plus de « méthode » : en économie, plus de produits alimentaires et d'objets de consommation ; accords avec les pays étrangers ; augmentation du niveau de vie de la population. Pour développer l'économie, « l'U.R.S.S. a besoin de paix », d'où détente et pas de conflit avec les Etats-Unis, mais elle maintient « une forte puissance militaire ». Enfin, la « libéralisation » a des « limites », en particulier l'U.R.S.S. « n'est pas disposée à accepter » les libertés intellectuelles qui remettraient en cause « certains aspects du communisme ». D'où les procès aux écrivains et savants qui voudraient « critiquer le régime ».

Voilà une étude qui suscite sans doute réserves et critiques et témoigne des illusions de l'intelligentsia occidentale, mais, d'un autre côté, on ne peut exiger pour des élèves de 3e une « kremlinologie » trop rigoureuse. C'est en tout cas la plus copieuse. Car le HAC ne consacre à la même période que vingt lignes où il est dit que jusqu'en 1953 « Staline fut plus puissant peut-être (notons la nuance) qu'aucun tsar ne l'avait jamais été » (mais comment s'exerça cette puissance ? Cela n'est pas précisé). Ensuite, le pays est revenu à la « direction collégiale », « type de gouvernement pratiqué par Lénine » (les kremlinologues apprécieront...). Un encart sous une photo présente rapidement M. K. qui fut « libéré » (sic) de ses fonctions par le Comité central, en 1964, à cause de sa politique agricole et extérieure. En économie, les buts successifs ont été « la reconstruction du pays, l'expansion, le relèvement du niveau de vie », car il faut « prouver » que le socialisme est « la meilleure voie pour la prospérité ». Enfin, après Staline, l'U.R.S.S. a connu le « dégel » et le citoyen soviétique connaît une « plus grande liberté d'opinion » avec des « limites », car, « en tout état de cause, le régime lui-même ne saurait être mis en question ». On voit que cette présentation de l'U.R.S.S. est très favorable et comporte beaucoup d'omissions.

Dans le BOR, il faut chercher, au hasard des chapitres, des indications sur cette partie. Il est fait mention, dans une étude générale, des « démocraties populaires », du « culte de Staline », de la « centralisation et de la toute puissance du parti », du « développement de la police politique ». L'U.R.S.S. est devenue « la seconde puissance économique du monde ». C'est le « centre dirigeant du mouvement communiste mondial ». Aussi, la mort de Staline en 1953 « remplit les communistes d'incertitude », et la « dénonciation de ses crimes » ébranle « le communisme tout entier ». Ce bouleversement va être précisé deux pages plus loin dans la « crise du socialisme » où l'on signale le « rapport secret » du XXe Congrès dû à Khroutchtchev. C'est le signal de la « déstalinisation » avec partout des « critiques » et la réclamation « en U.R.S.S. même » par les intellectuels des libertés. Cette crise affecte aussi l'éco-

nomie qui « se ralentit », d'où des réformes : plus de liberté pour la « production et les capitaux », et rôle grandissant des techniciens, ingénieurs, directeurs au détriment des cadres du Parti. Mais si les abus policiers ont disparu », « la démocratie n'a pas été réalisée ». Tout ceci ne va pas très loin.

Pour le DUN (qui accorde une grande importance à la décolonisation parmi les différentes évolutions d'après 1945), on ne mentionne que la « mort de Staline en 1953 » qui crée une situation nouvelle (mais pourquuoi ? marquée par l'arrivée au pouvoir de M. K. et le XXe Congrès du P.C. de l'Union soviétique. Aucune précision sur le stalinisme, sa dénonciation, etc... Au contraire, dans un chapitre sur « l'évolution économique du monde actuel », le bilan économique de Staline est jugé en 1952 « positif » (avec un problème : celui du logement), et l'U.R.S.S. (c'est bien vague...) peut songer à l'amélioration du niveau de vie. Elle est « en marche vers la société de consommation », « vise à atteindre le niveau de vie des U.S.A. ». L'économie est plus « souple » grâce au professeur Liberman qui a introduit la notion de « profit » devenue « la règle » dans l'économie planifiée (les spécialistes de l'économie soviétique apprécieront...). Les jeunes lecteurs du DUN, s'ils se contentent du livre, auront une connaissance bien superficielle de l'U.R.S.S. depuis 1945...

J.-P. ANGELELLI.

(à suivre).

Bibliographie

Jürgen Thorwald — *L'Illusion — Les soldats de l'armée rouge dans les troupes d'Hitler* (A. Michel).

Sur l'affaire Vlassov, ce général soviétique de valeur, fait prisonnier par les Allemands, et qui avait pris la tête d'un Comité national pour libérer son pays de la dictature de Staline, *Est et Ouest* (qui s'appelait alors le B.E.I.P.I.) a publié dans ses premiers numéros, à l'initiative de Boris Souvarine, plusieurs études sur ce problème (1). C'était alors un sujet très mal connu, déformé, comme il était inévitable par les souffrances et les passions nées de la guerre. L'article de Fischer notamment avait l'immense mérite de proposer une analyse intéressante et objective de cette affaire, l'une des plus dramatiques et des plus complexes de l'histoire de la 2e guerre mondiale.

Vingt-cinq ans ont passé depuis cette étude. Des témoins ont parlé et écrit. Des documents ont vu le jour. Les passions se sont calmées. Le temps est donc venu sinon de faire un récit exhaustif du cas Vlassov, du moins de donner de nombreux faits nouveaux permettant de le mieux comprendre et de le mieux situer.

L'historien allemand Jürgen Thorwald s'y est essayé, dans un livre solidement documenté, d'une objectivité réelle, et d'un intérêt soutenu. Il y fait l'histoire d'un drame shakespearien. Vlassov, personnalité puissante et étrange, pur produit du régime communiste, est conduit par l'expérience de la vie à remettre en cause toutes ses convictions et à tenter de profiter de sa captivité en Allemagne pour prendre la tête d'un grand mouvement national dont l'objectif était, en renversant Staline, de faire une Russie libérale, socialiste au sens démocratique du terme, humaine, conforme au génie de son peuple. Pourquoi et comment il a échoué, c'est ce que ce livre raconte, mettant en évidence l'incroyable ignorance et fanatisme des chefs de l'Allemagne hitlérienne, persistant à voir dans les Russes des sous-hommes, à peine dignes de devenir les esclaves de la race des seigneurs, et à cause de cela incapables de tirer parti du million de soldats russes prisonniers (chiffre incroyable) décidés à se battre aux côtés des Allemands contre l'Armée rouge. Oui, un drame shakespearien. Qu'on en juge.

Vlassov, formé par le communisme, qui perd la foi dans ce qui a été sa vie et en même temps subit une captivité consécutive à une sévère défaite, Vlassov qui croit que les Allemands vont l'aider à renverser le bolchevisme et à refaire une Russie libre. Vlassov qui entraîne derrière lui des centaines de milliers d'hommes qui partagent son espoir. Vlassov qui n'obtient rien finalement de l'incompréhension des Allemands, et dont l'illusion s'effondre. Vlassov emporté dans le torrent de la débâcle allemande qui essaye de gagner les lignes américaines d'où on le refoule finalement jusqu'à ce qu'une trahison d'un de ses officiers ne le livre aux Soviétiques, comme seront livrés, par suite des accords de Yalta, des centaines de milliers de prisonniers russes. Vlassov qui sera jugé et pendu, comme plusieurs généraux qui ont commandé sous ses ordres, cependant que ses soldats seront ou massacrés sur place par les troupes de Staline, ou déportés dans des camps de la mort, où ils pourriront dans les pires conditions (2).

C'est l'histoire de cette tragédie, l'histoire en effet de cette « Illusion » que Jürgen Thorwald a raconté en détail. Il fait apparaître ainsi en pleine lumière un des faits les plus mal connus de l'histoire de la 2e guerre mondiale, un des plus révélateurs aussi du fanatisme aveugle et criminel des chefs hitlériens et de l'horreur que la dictature stalinienne inspirait au peuple russe.

Georges ALBERTINI.

(1) B.E.I.P.I. « *Comment Hitler a perdu la guerre en U.R.S.S.* » (n° 25 du 1-15 mai 1950).
— « *La première défaite d'Hitler à l'Est* » (n° 46, 1-15 mai 1951).
— Elie Borschak : « *Le IIIe Reich et l'Ukraine* » (n° 50, 1-15 juillet 1951).
— George Fisher : « *Le cas Vlassov* » (n° 89, 16-31 mai 1953).

(2) Ce que Vlassov aurait pu dire pour sa défense était qu'il n'était pas plus condamnable pour lui de traiter avec Hitler que pour Staline d'avoir signé avec le dictateur allemand le pacte Hitler-Staline d'août 1939 et de sinistre mémoire.

Le prochain numéro d'EST ET OUEST paraîtra le Mardi 17 Février 1976

Le numéro : 6.00 F.

Le Directeur de la Publication : CLAUDE HARMEL, 86, bd Haussmann (8e)
Imp. EDIMPRA, 104, bd de Clichy, Paris-18e
C.P.P.P. 31637